

## DECISION DE MONSIEUR LE MAIRE

PRISE CONFORMEMENT A L'ARTICLE

**L.2122-22**

DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Décision n° : 2023-022**

**Objet : Désignation SELARL GIL-FOURRIER – CROS - CRESPIY - Affaire Commune de VIAS c/ JOULLIE – Assignation auprès du juge des contentieux de la protection de Béziers**

**LE MAIRE,**

**VU** l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2020 donnant toutes délégations pour la durée de son mandat à Monsieur le Maire notamment pour intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la Commune de Vias dans les actions intentées contre elle,

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 7 juillet 2022 n°2022-07-07-1b apportant précisions aux délégations du Conseil Municipal à Monsieur le Maire,

**CONSIDERANT** que la Commune de Vias entend déclencher une action civile à l'encontre de Monsieur JOULLIE fondée sur la violation des dispositions de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 modifiée suite aux faits fautifs et graves ainsi qu'aux troubles anormaux de voisinage,

**CONSIDERANT** que la Commune de Vias doit être représentée et que ses intérêts doivent être défendus dans l'affaire citée en objet,

**DECIDE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De désigner** la SELARL GIL-FOURRIER-CROS-CRESPIY domiciliée 50 Boulevard des Arceaux à Montpellier (34 000), pour défendre et représenter les intérêts de la Commune de Vias devant la juridiction compétente en tant qu'avocat plaident.

**ARTICLE 2 : De notifier** la présente décision à compter de sa transmission au représentant de l'Etat.

**ARTICLE 3 : De charger** Madame la Directrice Générale des Services et le Trésorier Municipal, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Ainsi fait et décidé le** 19/04/2023

**Maître Jordan DARTIER**  
**Maire de VIAS**

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Transmis au représentant de l'Etat le : **19 AVR. 2023**

